



Section de Meurthe et Moselle

Compte rendu CHSCT du 12 juin 2018 après-midi l'école des fans...

Encore cette fois, une seule liminaire : la Nôtre. Nous y évoquons la sécurité de l'emploi menacée, la dévolution des services. Mr Babeau s'étonnait de notre émoi, mais entre deux sermons langue de bois avouait que « Pour, les SIP va y avoir des grincements de dents ». La vérité sort parfois de la bouche du Président.

PAP (Programme annuel de prévention) DU COMMISSARIAT AUX VENTES

Tout va bien, constatons que si les DUERP (document unique) au niveau national prennent en compte tous les risques, notamment routiers, ceux-ci ne sont pas repris au niveau local. Une fois de plus, et nous le verrons pour les DUERP des autres administrations, il existe un décalage entre le moment où ils sont complétés et l'annonce et la mise en place des réorganisations.

Solidaires Finances a refusé de donner son avis. En effet, nous considérons qu'il ne faut pas s'exonérer à ce point des RPS. Première apparition des participants « école des fans » qui lèvent leur petit panneau, en tombant en plein dedans, « pour, pour, pour ». Où est la crédibilité ?

PAP DE LA DDFIP

Le débat avait eu lieu lors d'un groupe de travail ultérieur. Vos représentants Solidaires Finances ont exigé et obtenu l'ajout de deux lignes supplémentaires. La première concernant les réorganisations futures et la deuxième sur les nouvelles règles de mutation. Nous remercions tous les collègues ayant participé à son élaboration.

Solidaires Finances, fidèle à ses principes, a refusé de donner un avis.

L'école des fans lèvent tous leurs menottes.

SIRHIUS

Ce sont 4 emplois qui vont être supprimés aux Ressources Humaines de la DDFIP 54. Alors comment concevoir que la mission RH de proximité sera renforcée ? Comment ne pas être inquiet sur les capacités des CSRH et du SIA à assumer toutes les missions de proximité auprès des agents. L'objectif affiché par la Direction Générale de renforcer la proximité entre les services RH et les agent(e)s semble hypothétique.

En effet, comment la sphère RH va-t-elle pouvoir faire face à cette annonce, alors qu'elle va être notamment :

- fragilisée par le départ de nombreux collègues expérimentés (retraite, mutation vers un autre service suite au redéploiement vers les CSRH, etc.),
- amputée de nombreux emplois pour cause de contribution aux suppressions d'emplois,
- confrontée à une évolution des règles indemnitaires, mais surtout aux nouvelles règles de gestion locale, ce qui pourrait engendrer une nette surcharge de travail notamment lors des mouvements locaux,
- tenue d'absorber la charge de travail supplémentaire liée au prélèvement à la source.

Cette énième réorganisation va non seulement éloigner l'ensemble des agents du service qui gère par définition les sujets sensibles comme les congés, la paye ou l'avancement ; mais va aussi « virtualiser » un nouveau pan de nos

activités. Hier, un petit bug sur AGORA se résolvait avec un coup de fil au collègue du service RH que l'on connaît bien, mais demain avec Sirhius ? Combien de temps faudra t-il pour joindre un correspondant ? Pourra t-on seulement le joindre ?

A ces questions, nul ne répond. La charte Marianne qui préconise pas de questions sans réponses, est oubliée par nos directeurs ...

Solidaires Finances rend un avis défavorable et annonce un accident industriel.

Au niveau national, SIRHIUS a pour conséquence la suppression de plus de 1000 emplois, comment ne pas être contre ?

L'école des fans s'abstient.

PAP DIRCOFI

Enfin, les vedettes tant attendues font leur entrée dans la salle. Véronique et Davina, après une séance de Gym-Tonic, vont nous faire la promotion de la Verif-Tonic. Pour ce faire, une sélection d'agents vont expérimenter un nouveau exercice : le suivi de compétence.

Bien évidemment, le programme du DUERP et du PAP n'en porte trace. Il en va à l'identique pour les autres risques liés aux réorganisations à venir qui sont classifiés « inexistantes ».

A la question de connaître qui a pris la responsabilité de lancer cette expérimentation, la réponse fut sheaskpearienne : Touzet or not Touzet. Amis détectives, faites les liens entre les différentes dates de ce dossier, et vous résoudrez l'énigme...

C'est peu de dire que nous restons sur notre réserve, réserve que nous partageons avec au moins quelques collègues de poids. Enfin, il vaut mieux en avoir trop que d'en manquer, de la réserve ! (Mme PEUCAT fait peu de cas des encas). Explication de texte, il s'agit de la réponse faite par Mme Peucat à un collègue demandant le respect de la pause méridienne. Nous aussi, nous avons eu le plaisir de découvrir son langage si fin et imagé à la limite des règles déontologiques.

Solidaires Finances fut la seule organisation à refuser de donner un avis, n'étant pas fans du PAP, qui dit pas de verif avant le bilan du soir.

Les avis donnés, Véronique et Davina quittent les lieux aussi sec que leur discours. Clou du spectacle, en filant, Davina lance un « merci à mon école des fans ». Suprême baffes pour la gaffe des avis favorables.

PROJETS

Le plus significatif est celui proposé par l'INSEE : un local vélos pour 15 000 euros. Solidaires Finances s'étonne que pour un tel tarif, les bicyclettes ne soient pas livrées avec. No Comment...

EDD BCR

Reprenons en chœur, nous encourage Mr Babeau : Oh Happy End ! Oh Happy End !

Mais pour que l'harmonie revienne, il a fallu changer quelques choristes. Que ne ferait-on pas pour que la musique soit bonne. Malheur à celui qui n'est pas dans la mesure.

La DIRCOFI tient la baguette et impulse le rythme.

MOTIVATION DE LA POSITION DE SOLIDAIRES FINANCES

L'avenir annonce l'écriture d'un requiem annonçant la fusion des CTL avec les CHSCT.

C'est pourquoi Solidaires Finances a refusé de participer à un simulacre de dialogue social. Vos représentants s'insurgent contre la réduction des moyens en temps et en personnes en cas de fusion des instances de représentation. Il s'agit d'un recul lié à une stratégie nationale de dépossession des prérogatives syndicales, qui fait prendre le risque d'une dilution des compétences au sein d'une instance fourre-tout. Le pouvoir d'alerte, le recours à l'expertise, la procédure de vote, la présence sur le terrain. Bref, les moyens juridiques et opérationnels seront réduits au risque du sentiment d'impunité de l'employeur public.

« Rien n'est plus dangereux que d'être trop moderne, on risque de devenir soudain ultra démodé. » Oscar Wilde